

Nous dépensons des millions pour essayer d'établir un réseau national de radio et de télévision à des fins valables et méritoires. Rappelons-nous les paroles éloquentes du premier ministre de l'époque, M. Bennett, lors de la création de la Commission canadienne de la radiodiffusion, comme on l'a alors appelée, et ses nobles objectifs, le développement de l'unité nationale et d'un consensus national. Mais que dire des autres moyens de diffusion? Si par ces taux nous empêchons un journal canadien de devenir un digne diffuseur de l'opinion nationale, n'est-ce pas là nous engager dans une voie tout à fait opposée à celle que nous poursuivons dans le cas de la radio et de la télévision?

Bon nombre d'entre nous regrettons que le Canada ne soit pas encore doté d'un grand journal national, vraiment canadien, accepté de tous les Canadiens d'un océan à l'autre, un journal du calibre du *Times* de Londres, du *Times* de New York, du *Christian Science Monitor* ou de *La Prensa* de Buenos Aires, un journal d'envergure nationale, un journal pour tous les Canadiens. Je crois qu'il existe au pays certains journaux capables d'atteindre à un tel titre. Ces tarifs vont justement s'opposer à cette réalisation. Le journal qui n'a qu'un intérêt local sera beaucoup moins touché que celui qui traite de questions nationales, qui aborde les problèmes nationaux, qui tente d'exposer les sujets d'intérêt national. C'est ce journal qui souffrira de l'imposition de ces tarifs.

Pouvons-nous prétendre que ce soit uniquement une question de comptabilité, quand nous dépensons des millions pour développer un moyen de communication qui apporte dans les foyers canadiens les opinions de commentateurs de la radio et de la télévision, alors que nous empêchons, à toutes fins utiles, les opinions de journaux hautement compétents et de leurs rédacteurs d'atteindre les Canadiens par la poste? Je ne veux pas qu'on compare la valeur pour la société canadienne, des opinions de Claude Ryan et de Lister Sinclair, ou celles de Shaun Herron et de James Bannerman, mais en réfléchissant à cette question, on devrait faire ressortir l'importance des répercussions possibles de la présente mesure.

L'un de mes collègues signalait l'autre jour, non sans une pointe d'humour, quelle économie on réaliserait en fermant Radio-Canada un jour par semaine; un autre a fait remarquer d'un ton plus acerbe quelle économie on réaliserait en fermant la Société une journée durant, un point c'est tout. Je ne tiens pas à m'associer à ceux qui ont la phobie de Radio-Canada, car je ne suis pas de ceux-là, mais lorsqu'il s'agit de principes et de justice, nous devrions nous arrêter quelque peu à des questions de ce genre.

[M. Macquarrie.]

Le ministre et les députés savent à quelles augmentations considérables des frais d'abonnement se verront acculés les journaux de tout le pays, par suite de cette mesure législative. La *Free Press* de Winnipeg, grand dépenseur du libéralisme dans les provinces des Prairies, signale que ses abonnés devront payer de \$25 à \$35 de plus par année. D'aucun s'imagineront peut-être que la chose en soi n'est pas grave, mais la *Free Press* de Winnipeg, malgré ses travers, est devenue à mes yeux plus qu'un journal urbain et plus qu'un journal provincial, en ce sens qu'elle reflète l'opinion de toute une région du pays. Malgré ses tendances libérales, ce ne sera pas à l'avantage du pays, selon moi, de paralyser son influence dans les provinces des Prairies.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous ne pouvions pas nous en passer.

L'hon. M. Dinsdale: Ces derniers temps, ce journal s'en est tenu à la vérité.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, mes collègues, tant de la droite que de la gauche, semblent avoir de la *Free Press* de Winnipeg une meilleure opinion que celle que j'avais lorsque je connaissais bien le Manitoba. On dit que les journaux devraient se suffire. Peut-être les augmentations de tarifs sont-elles dans les règles. Je n'ai jamais été d'avis que nous ne pouvions ou ne devions augmenter ces tarifs; ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Je ne pense pas qu'une augmentation soit nuisible, mais je rejette encore la pensée que ce ministère ou un secteur quelconque, en l'occurrence celui qui concerne les journaux, doive faire ses frais. L'expression «mettre un plafond à la subvention» est intéressante, mais ne nous imaginons pas que nous allons écorcher les propriétaires de journaux parce que, finalement, c'est le public qui paiera. (*Applaudissements*)

Dans d'autres secteurs, nous avons abandonné la politique de «payer au fur et à mesure». Je suis assez vieux pour me rappeler, le ministre aussi certes, l'époque où tous ceux qui achetaient un poste de radio devaient payer un droit de licence. On voulait par là faire payer les usagers. Cette politique a été abandonnée il y a longtemps. Nous avons dit qu'il s'agissait d'un service public, je pense que l'initiative était pertinente—et, depuis, nous payons la note de la radio et de la télévision, et quelle note!

L'incertitude subsiste sur bien des points. Je suis perplexé au sujet des économies et du sort qu'on réserve au personnel. D'après la *Gazette* du 28 septembre, à la page 1, le ministre aurait déclaré ceci:

● (4.50 p.m.)

... la décision d'établir la semaine de cinq jours entraînera l'élimination de 1,499 emplois aux Postes et épargnera aux contribuables au moins 13 millions par an.